

**Bureau des installations et travaux réglementés
pour la protection des milieux**
Affaire suivie par : SS
Dossier n°2025-123-K-PC

Marseille, le **09 FEV. 2026**

**Arrêté portant prescriptions complémentaires visant à encadrer les
modifications du centre de traitement des terres polluées exploité par la
société Ortec Générale de Dépollution (OGD) site VALORTERRE
sur la commune de Lançon-Provence**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches-du-Rhône**

VU la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrée de la pollution) ;

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement et notamment son article L.181-14 ;

VU le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté du 1er décembre 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

VU l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 autorisant la société Ortec Générale de Dépollution (OGD) à exploiter une installation spécialisée dans la valorisation des terres polluées et autres déchets minéraux non dangereux sur la commune de Lançon-Provence ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-64-PC du 16 juillet 2015 imposant des prescriptions complémentaires à la société OGD dans le cadre de la mise en place des garanties financières et de l'intégration de la nouvelle rubrique IED pour ses installations de Lançon-Provence ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2025-123-K/K du 1^{er} octobre 2025 portant décision de non-soumission à évaluation environnementale du projet de modification de l'installation de la société OGD située sur le site de Valorterre ;

VU le dossier de porter à connaissance du 21 mai 2025 et complété le 25 juillet 2025 concernant la modification de son activité et de ses installations du site de Valorterre ;

VU les avis de la direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône (DDTM) en date du 25 août 2025 et du 1^{er} septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que la société Ortec Générale de Dépollution (OGD) est autorisée à exploiter un centre de valorisation des terres polluées et autres déchets minéraux non dangereux sur la commune de Lançon-Provence depuis le 6 octobre 2011 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant prévoit une extension de sa capacité de traitement répondant à la rubrique 2791 sous le régime de l'autorisation, la portant ainsi de 215 à 258 tonnes par jour ;

CONSIDÉRANT que le projet de réaménagement du site vise une meilleure gestion des flux de déchets et des effluents aqueux ;

CONSIDÉRANT que le projet intègre une extension et un réaménagement du périmètre ICPE sur une zone déjà artificialisée ;

CONSIDÉRANT que le défrichement induit par ces modifications fait l'objet d'une instruction spécifique au titre du code forestier ;

CONSIDÉRANT que les modifications envisagées par la société OGD sur son site de Lançon-Provence, ne sont pas soumises à évaluation environnementale et ne sont pas substantielles au sens de l'article R.181-46 I du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant par l'envoi du projet d'arrêté préfectoral en lettre recommandée avec accusé réception notifiée le 9 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT les observations portant sur le projet d'arrêté préfectoral reçues par courrier en date du 23 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires et actualiser certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 06 octobre 2011 et de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 juillet 2015 susvisés ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Ortec Générale de Dépollution dont le siège social est situé à Parc de Pichaury, 550, rue Pierre Berthier – BP 348000 – 13799 AIX-en-PROVENCE CEDEX 3, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Lançon-Provence (13 680), quartier du Clos de Sénéguier, chemin départemental 19, les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 2 - Périmètre ICPE

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié comme suit :

Les installations autorisées sont situées sur la commune, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes :	Parcelles :	Lieux-dits :	Superficie
LANÇON de PROVENCE (13 680)	D776 pp, D549 pp, D550 pp, D552 pp, D708 pp, D551 pp, D553 pp, D1078 pp, D1081 pp	Le Clos de Sénéguier	8,94 ha

Article 3 - Classement ICPE du site

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié comme suit :

Rubriques ICPE		Nature des installations et volume d'activité	Régime
N°	Intitulé		
2515-1	Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW	870 Kw Concasseeur : 350 kw Criblage (à sec et sous eau) : 520 kw	E
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : Supérieure ou égale à 10 t/j	258 t/j 94 000 t/an Terres traitées : 90 000 t/an Coproduits : 4 000 t/an	A
3532	Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE : - traitement biologique	258 t/j 94 000 t/an Terres traitées : 90 000 t/an Coproduits : 4 000 t/an	A
2794-1	Installation de broyage de déchets végétaux non dangereux La quantité de déchets traités étant : Supérieure ou égale à 30 t/j ;	100 t/j (maximum au nombre de 8 campagnes de 5 jours par an)	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques La superficie de l'aire de transit étant : Supérieure à 10 000 m²	30 000 m² 70 000 t/an de déchets inertes	E
2719	Installation temporaire de transit de déchets issus de pollutions accidentelles marines ou fluviales ou de déchets issus de catastrophes naturelles, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur à 100 m³	1 500 m³	D
(A) autorisation / (E) enregistrement / (D) déclaration »			

Article 4 - Définitions

L'article 1.2.3.1 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié en partie comme suit :

- **Les terres polluées :**
Ensemble des terres, déblais et autres déchets minéraux solides ayant subi l'introduction directe ou indirecte, par l'activité humaine, d'éléments polluants.
- **Les terres dépolluées :**
Ensemble des terres, déblais et autres déchets minéraux solides ayant subi un traitement destiné à réduire, éliminer, neutraliser, immobiliser des éléments polluants.

Article 5 - Descriptions de la plateforme de traitement de terres polluées

L'article 1.2.3.2 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié comme suit :

La plateforme de valorisation des terres polluées, appelée biocentre, est une unité de transit, regroupement, préparation mécanique et traitement de déchets non dangereux impactés par des pollutions organiques et/ou métalliques.

Les capacités de traitement annuelles sont désormais fixées à :

- 90 000 tonnes pour les terres polluées,
- 4 000 tonnes pour les coproduits.

Article 6 - Aires, zones et voies de circulation

L'article 1.2.3.3 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié comme suit :

Le site s'organisera selon différents ateliers de travail :

- Plateforme de valorisation des déchets inertes :
 - une aire de réception des gravats et terres inertes,
 - une aire de criblage/concassage/amendement permettant l'élaboration de matériaux valorisables
- Plateforme étanche de valorisation des terres, déblais et autres déchets minéraux non dangereux :
 - une aire de réception des matériaux ;
 - une aire de (pré)traitement physico-chimique par criblage – lavage – concassage – broyage – chaulage ;
 - une aire de traitement biologique.

Toutes les aires, les zones, les voies d'accès et de circulation sont nettement délimitées, maintenues en état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixe les règles de circulation et de stationnement à l'intérieur des installations.

L'exploitant tient à jour un plan délimitant ces zones.

L'accès aux différentes zones de l'installation est conçu de façon à permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Article 7 – Garanties financières

Les articles n° 3 à 13 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°201-64-PC du 16 juillet 2015, relatifs à la constitution de garanties financières, sont abrogés.

Article 8 – Conditions générales de rejet du biofiltre

L'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié comme suit :

Le biocentre dispose d'un ensemble de biofiltres dimensionné pour traiter un débit d'air nominal de 3 700 m³/h.

Article 9 – Besoins en eaux pour le criblage

Le chapitre 4.1 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est complété par ce qui suit:

Les besoins en eaux pour criblage sont de 200 m³/h, fournis au moins à 90,5 % par le recyclage des eaux après traitement.

Le process de criblage sous eau nécessite une consommation d'eau d'appoint provenant du réseau de la SCP en moyenne de 100 m³/j, soit une consommation de 14 m³/h sur 7 heures de production, issue du recyclage des eaux pluviales du site et à défaut du réseau d'eau du Canal de Provence.

La limitation de la consommation d'eau d'appoint prélevée sur le réseau est de 1 660 m³/mois maximum.

L'exploitant enregistre chaque semaine la consommation d'eau prélevée sur le réseau.

L'exploitant conserve en permanence une réserve d'eaux pluviales minimum de 1 560 m³ de façon à pouvoir couvrir ses besoins en eau pour l'installation de criblage sous eau en période sèche.

Article 10 – Identification des effluents

L'article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié comme suit :

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- eaux sanitaires
- eaux pluviales
- eaux de percolation ayant transité par les terres polluées
- effluents du criblage sous eau

Article 11 – Localisation du point de rejet des eaux pluviales

L'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié comme suit :

Point de rejet Coordonnées	Nature des effluents	Traitement avant rejet	Milieu récepteur
N°1 (43,580899;5,1999791)	Eaux pluviales	Séparateur hydrocarbure et décantation dans le bassin d'orage	Réseau eaux pluviales de la RD19, après analyse et action volontaire

Article 12 – Collecte et évacuation des eaux pluviales

L'article 4.3.8.3 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est complété comme suit :

Les eaux pluviales sont prioritairement réutilisées dans le process de criblage sous eau et pour l'arrosage des voies de circulation et espaces verts.

L'exploitant dispose d'un compteur volumétrique permettant de tracer et d'enregistrer les différents volumes :

- eaux pluviales réutilisées dans le process de criblage,
- eaux pour l'arrosage des voies de circulation et espaces verts.

Article 13 – Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

L'article 4.3.8.4 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié comme suit :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Paramètre	Concentration Maximale
Matières en suspension totale (MEST).	35 mg/l
Carbone organique total (COT).	70 mg/l.
Demande chimique en oxygène (DCO).	125 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO5).	30 mg/l
Azote global.	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l
Phosphore total.	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l
Phénols.	0,1 mg/l
Métaux totaux, dont :	15 mg/l.
Al	5 mg/l
As	0,1 mg/l.
Cd.	0,2 mg/l.
Cr	0,5 mg/l
Cr6+	0,1 mg/l
Cu	0,5 mg/l
Fe	5 mg/l
Hg	0,05 mg/l.
Mn	1 mg/l
Ni	0,2 mg/l
Pb	0,05 mg/l
Sn	2 mg/l
Zn	0,5 mg/l
Fluor et composés (en F).	15 mg/l
CN libres	0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux.	10 mg/l
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1 mg/l
Nota : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al. 	

Article 14 – Gestion des eaux pluviales et stockage des eaux incendie

Les articles 4.3.8.5 et 4.3.8.6 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 sont modifiés comme suit :

Les eaux pluviales collectées en périphéries du site sont dirigées et canalisées vers les bassins de rétention situés en point bas du site et en amont du fossé de la RD19.

Les eaux pluviales internes au site correspondent aux eaux ruisselant sur la plateforme, l'entrée du site avec voirie ainsi que sur le centre de formation ORTEC.

Les ouvrages de gestion des eaux disposent d'un volume total de 3 134 m³ (y compris le volume des eaux incendie estimé à 453 m³).

Après contrôle et analyse de leur conformité par rapport aux critères de rejet, les eaux contenues dans ces bassins sont vidangées par une action volontaire dans le fossé RD 19.

L'ensemble des eaux ruisselant sur la plate-forme est collecté par des avaloirs et orienté vers les bassins de gestions, en transitant au préalable par un séparateur à hydrocarbures.

Les vannes de rejet vers le fossé RD19 sont maintenues en position fermée.

Les eaux pluviales collectées sur le site tout au long de l'année sont prioritairement recyclées dans le process de lavage au lieu d'être rejetées.

L'exploitant consigne dans un registre, la chronologie des volumes rejetés et des volumes recyclés.

Un dispositif de stockage de 1 560 m³ permet d'assurer les besoins en eau d'appoint de l'installation de criblage sous eau en période sèche.

L'article 4.3.8.8 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié, comme suit :

Les eaux pluviales ruisselant sur la plateforme de déchets inertes ne sont pas considérées comme polluées. Elles circulent sur les anciens casiers réhabilités et sont collectées dans les bassins naturels de rétention.

Article 15 – Dispositif de contrôle des eaux souterraines

L'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié comme suit :

Le suivi des eaux souterraines doit être assuré à l'aide de quatre piézomètres, 1 implanté en amont et 3 en aval du site.

Les piézomètres existants de l'installation de stockage de déchets non dangereux peuvent être utilisés sous réserve de répondre aux critères ci-dessus.

Article 16 – Ressources en eaux incendies

L'article 7.7.4 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié comme suit :

Les moyens de lutte contre l'incendie sont les suivants :

- une réserve d'eau de 600 m³ raccordée sur le canal de Provence ;
- 2 pompes raccordées à la réserve d'eau, assurant un débit total de 100 m³/h ;
- 2 bouches à incendie situées au pied du réservoir, alimentées par les motopompes ;
- 1 poteau incendie situé à proximité des locaux techniques à l'entrée du site (50 m³/h à 3 bars), alimenté directement par le canal de Provence ;
- 1 colonne sèche alimentée par la cuve de 600 m³ sur la plateforme à côté du local technique ;
- 1 RIA alimenté également par la cuve à proximité du stockage des coproduits ;
- les locaux sont munis d'extincteurs, de même que les engins.

Le personnel est formé régulièrement à la lutte contre l'incendie.

Article 17 – Rétention des eaux incendies

L'article 7.7.8 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié, comme suit :

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés.

Les eaux d'extinction incendie collectées sont dirigées et canalisées vers un séparateur à hydrocarbures et un dispositif de stockage de 3 134 m³, permettant la gestion d'un événement pluvieux exceptionnel et les potentielles eaux d'extinction incendie (453 m³).

Article 18 – Déchets admissibles

L'article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié, comme suit :

Les déchets admis sur le site sont les terres, déblais et autres déchets minéraux solides non dangereux impactés ou non par des pollutions organiques et/ou métalliques, sous réserve des dispositions particulières d'acceptation et de réception des déchets décrits dans le présent arrêté.

L'admission des déchets inertes sur la plateforme de valorisation respectent les dispositions de l'AM du 12/12/2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517.

Pour la plateforme de terres polluées, les déchets doivent satisfaire aux étapes suivantes :

- la procédure d'information et d'acceptation préalable (articles 8.15 et 8.1.6 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011)
- le respect des critères d'acceptation (article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011)
- le contrôle à réception sur le site (article 20 du présent arrêté)

La quantité maximale de déchets présent sur le site ne doit pas excéder :

- déchets non dangereux à réception : 10 000 t
- déchets inertes à réception : 15 000 t
- coproduits : 291 t
- déchets non dangereux en traitement : 15 500 t
- terres, déblais et matériaux traités et entreposés avant valorisation ou élimination issus du traitement : 4 500 t
- matériaux valorisés : 22 500 t

L'exploitant met en place un état des stocks hebdomadaire en relation avec une comptabilité des déchets entrants et sortants.

Article 19 – Déchets non admissibles

L'article 8.1.2 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié, comme suit :

Les déchets non admissibles sur le site sont :

- les boues de station d'épuration urbaine,
- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou l'environnement ne sont pas connus (ex. déchets de laboratoire),
- les déchets radioactifs, c'est-à-dire toutes substances qui contiennent un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligé du point de vue de la radioprotection,
- les déchets qui sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables, conformément à l'article L. 541-24 du Code de l'environnement,
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30%,
- les déchets d'activité de soins et assimilés à risques infectieux,
- les déchets contenant de l'amiante.

Article 20 – réception et contrôles admission des terres polluées et radioactivité

L'article 8.1.11 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est abrogé.

L'article 8.1.8 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié, comme suit :

A l'arrivée sur le site, la radioactivité de chaque chargement de déchets pour le traitement, est vérifiée sur la FID (fiche d'identification des déchets) remise à l'exploitant par le producteur. En cas de suspicion au vu de l'étude historique et documentaire du site ou via le diagnostic, et en l'absence de contrôle de radioactivité, ces terres ne seront pas admises sur la plateforme.

Le transporteur doit présenter le Bordereau de Suivi de Déchets (BSD) avec le numéro d'acceptation qui figure sur le CAP.

Les terres entrantes et sortantes font l'objet d'une déclaration sur le registre national dématérialisé.

Avant traitement, tout lot fait l'objet d'un prélèvement d'au moins deux échantillons représentatifs qui sont analysés au regard des paramètres définis à l'Article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 .

Un des échantillons est conservé, le temps du traitement du lot, à la disposition de l'inspection des installations classées, dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

Lors du contrôle visuel, l'exploitant vérifie que les déchets respectent les conditions suivantes :

- non boueux,
- d'une consistance solide et exempts d'eau libre,
- exempts de corps étrangers (plastiques, ferrailles, ...).

Lors du contrôle administratif, chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant :

- la date,
- l'heure,
- la nature des déchets,
- l'origine des déchets,
- la quantité des déchets,
- l'identité du transporteur,
- le numéro d'immatriculation du véhicule,
- le cas échéant le motif du refus d'admission.

L'exploitant s'assure de la présence des documents administratifs correctement renseignés.

Ces données sont consignées dans un registre d'admission, archivées au moins trois ans et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 21 – Propreté

L'article 8.3.1 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié, comme suit :

Des dispositifs d'arrosage des voies de circulations intérieures, de lavage de roues sont éventuellement mis en place.

L'exploitant doit maintenir propre la voie de sortie donnant sur la RD19.

Article 22 – Aires de travail

L'article 8.3.5 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié, comme suit :

Le site s'organise selon deux plateformes de travail :

- une plateforme de valorisation des déchets inertes :
 - une aire de réception des gravats et terres inertes permettant une vérification visuelle de la conformité à réception, un tri des indésirables et un contrôle analytique en cas de suspicion de pollution,
 - une aire de criblage/concassage/amendement permettant l'élaboration de matériaux valorisables.
- une plateforme étanche de valorisation des terres, déblais et autres déchets minéraux non dangereux :
 - une aire de réception permettant une vérification de la conformité à réception et un premier tri;
 - une aire de (pré)traitement physico-chimique par criblage – lavage – concassage – broyage – chaulage ;
 - une aire de traitement biologique.

Les flux de déchets sont organisés entre les différentes plateformes et entre les différentes entités de chaque plateforme.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin d'éviter les émissions de poussières, sur toutes les aires et entre les différentes entités.

Article 23 – Odeurs

L'article 8.3.7.3 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est abrogé.

Article 24 – Exutoires des terres polluées et matériaux recyclés

L'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié, comme suit :

Une analyse complète en laboratoire externe agréé est réalisée sur chaque lot de terres dépolluées pour permettre de déterminer leur orientation finale :

- valorisation en réhabilitation de sites d'origine ou de sites dégradés en regard de l'usage futur du site et si le programme de dépollution le prévoit,
- valorisation en tant que matériaux alternatifs en technique routière ou dans le cadre de projets d'aménagement,
- valorisation en remblaiement de carrière ou en couverture d'installations de stockage de déchets,
- valorisation en cimenterie,
- sortie du statut de déchet.

Pour chaque site de valorisation, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, les justifications et études éventuelles permettant de s'assurer de la compatibilité des terres valorisées avec le site de valorisation.

À défaut de valorisation, les terres dépolluées sont éliminées en filières spécifiques de stockage de déchets non dangereux ou inertes dûment autorisées et prioritairement du bassin provençal. Les terres traitées doivent dans ce cas respecter les critères d'acceptation de ces filières.

Les matériaux recyclés issus de la valorisation des déchets inertes sont valorisés notamment :

- après concassage en granulats de substitution dans les travaux d'aménagement ou en technique routière, conformément au guide CEREMA d'acceptabilité environnementale

- de matériaux alternatifs en technique routière pour les matériaux de déconstruction issus du BTP ;
- en remblaiement de carrière ou aménagement paysager ;
- en valorisation matière en cimenterie.

La part non valorisable est éliminée en stockage de déchets inertes dûment autorisé et prioritairement du bassin provençal.

Article 25 – Procédure de sortie

L'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 est modifié, comme suit :

Avant leur évacuation, les terres dépolluées font l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs qui sont analysés au regard des exutoires définis à l'article 21 du présent arrêté.

L'exploitant met en œuvre des procédures d'auto-contrôle et de vérification de la qualité des matériaux sortants. Elles incluent notamment les contrôles, analyses et tout autre document permettant de vérifier et de certifier la conformité des matériaux avec les exutoires projetés.

Un des échantillons est conservé au moins 3 mois à la disposition de l'inspection des installations classées, dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

L'évacuation des terres dépolluées doit toujours se faire avec l'accord préalable du destinataire.

Article 26 : Annexes

Les annexes 2 et 3 de l'arrêté préfectoral n°18-2010A du 6 octobre 2011 sont modifiées par l'annexe de cet arrêté.

Article 27 : Voies et délais de recours

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, et sans préjudice de l'article L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration, cette décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Marseille par voie postale (31 rue Jean-François Leca 13235 Marseille cedex 02) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Ce recours administratif interrompt le cours du délai de recours contentieux, qui ne recommence à courir qu'à partir du rejet du recours administratif.

Article 28 - Publicité

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté préfectoral est déposée à la mairie de la commune de Lançon-Provence et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté préfectoral est affiché en mairie de la commune de Lançon-Provence pendant une durée minimum d'un mois ; un PV d'accomplissement de cette formalité d'affichage est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté préfectoral sera publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 29 - Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - Le sous-préfet d'Aix-en-Provence,
 - Le maire de Lançon-Provence,
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Provence-Alpes-Côte-d'Azur,
 - Le directeur départemental des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône,
 - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours des Bouches-du-Rhône,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA

Annexe 1 : Plan de Masse des installations

